

POLITIQUE 11.mars.2019 // Les Crises

## 12 fake news macronistes sur les Gilets jaunes (2de partie), par Laurent Dauré

 [fake news](#), [Gilets jaunes](#)

*Billet invité – Merci à Laurent Dauré pour son travail !*

Nous continuons avec cette seconde partie – la première est [consultable ici](#) – à examiner une sélection (ordonnée chronologiquement) de fake news émises ou relayées par le camp macroniste à propos du mouvement des Gilets jaunes. On y trouvera notamment quelques envolées conspirationnistes Label rouge sur lesquelles les médias dominants ont eu la délicatesse de jeter un voile pudique, quand ils n'ont pas eux-mêmes contribué à les diffuser.

### **Fake news n° 7 : Des comptes Twitter liés à la Russie attisent la révolte des Gilets jaunes**



## Gilets jaunes, des comptes russes attisent les braises sur Twitter

Julien Duriez, le 10/12/2018 à 19h11



– **Qui ?** : Différentes sources gouvernementales anonymes, Team Macron (comme nous l'avons vu dans la 1<sup>re</sup> partie, il s'agit d'un important compte Twitter semi-officiel dédié à la défense de la Macronie ; il a changé de nom en février et s'appelle désormais – de façon aussi pompeuse qu'usurpée – « Team Progressistes. »)

– **Quand ?** : 8 décembre 2018

– **Quoi ?** : S'appuyant sur une étude de la société de cybersécurité New Knowledge qui a analysé l'activité d'environ 200 comptes Twitter « liés à la Russie », le quotidien britannique [The Times](#) affirme que Moscou cherche à amplifier le mouvement des Gilets jaunes sur Internet, notamment en diffusant des photos de manifestants blessés lors d'événements antérieurs. Le même jour, l'agence américaine [Bloomberg](#) publie un article similaire, celui-ci basé sur les travaux de l'organisation Alliance for Securing Democracy portant sur 600 comptes Twitter « connus pour leur promotion des positions du Kremlin ». Sans surprise, RT (tout comme son agence de presse vidéo Ruptly) et Sputnik – les *Ural Suspects* – sont également accusés de manipulation de l'information.

Plusieurs sources gouvernementales font immédiatement savoir à l'AFP que Paris prend ces allégations très au sérieux. Jean-Yves Le Drian, ministre des Affaires étrangères, invité du « Grand Jury » sur LCI/RTL/Le Figaro le 9 décembre, déclare qu'une enquête est en cours. Rattaché à Matignon, le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) est chargé de coordonner les vérifications.

Dans [une interview](#) au *Parisien*, Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État chargé du Numérique, déclare : « Plusieurs nations dans le monde peuvent avoir la volonté d'influencer les démocraties occidentales pour les déstabiliser. Il y a aussi des dizaines de mouvements idéologiques qui n'ont pas de frontières et qui ont aussi tout intérêt à créer la division. La

*menace est plus grande que la seule Russie.* » Moscou, une menace parmi d'autres, mais une menace tout de même. Bienvenue dans le monde paranoïaque de la gentille Macronie assiégée par les méchants du monde entier.

Les médias ont largement rendu compte de cette énième accusation d'ingérence russe, avec plus ou moins de prudence et un usage souvent très orienté du conditionnel (quand ce mode était utilisé...) : [Le Monde](#), [Le Figaro](#), [Le Parisien](#), [L'Obs](#), [Les Échos](#), [Le Point](#), [Le Journal du dimanche](#), [LCI](#), [Europe 1](#), [RFI](#), [RTL](#), [La Croix](#), [Courrier international](#), etc. Certains, peu nombreux, se sont distingués en apportant un son de cloche plus circonspect – [Libération](#), [France 24](#), [BFM-TV](#) –, ils ont fait état d'une autre étude aux conclusions différentes, celle-ci réalisée par le chercheur en cybersécurité Baptiste Robert ([Elliot Alderson](#) sur Twitter), qui se fonde sur plus de 250 000 tweets en anglais.

La [Team Macron](#) a évidemment relayé avec gourmandise les « révélations » du *Times*. De même pour les habitués braillards russophobes au service de l'ordre euro-atlantiste, comme [Jean Quatremer](#) (grand pourvoyeur de fake news sur les Gilets jaunes – voir [Acrimed](#)) et de [Caroline Fourest](#). Cette dernière a montré une fois encore le rapport très nonchalant qu'elle entretient avec les faits puisqu'elle parle de « *centaines de faux profiles [sic] russes créés pour tenter d'amplifier la colère en France* » ; or, l'article ne dit ni que l'ensemble des 200 profils sont faux, ni qu'ils ont été créés à l'occasion du mouvement jaune fluo. Que ce soit en 280 caractères, en 300 pages ou en 52 minutes, l'honnêteté la plus élémentaire fuit Mme Fourest.

Enfin, précisons que le Kremlin a [démenti](#) une quelconque implication par la voix de son porte-parole, Dmitri Peskov : « *Toute allégation sur une possible participation de la Russie n'est rien d'autre que de la diffamation* ».

– **En fait** : Après s'être ingéré dans à peu près toutes les élections et tous les référendums qui ont eu lieu ces dernières années dans les pays occidentaux, le machiavélique Poutine a encore frappé... Cette *jamesbondisation* de la pensée dominante prêterait seulement à rire si elle ne menaçait pas autant la paix dans le monde. C'est pourquoi il faut la combattre inlassablement. Du fait de sa gravité et de son caractère exemplaire, nous allons consacrer à cette fake news conspirationniste plus de place qu'aux onze autres.

Intéressons-nous tout d'abord aux deux organisations à l'origine des études accusant

une nouvelle fois Moscou de déstabiliser une innocente démocratie. La plupart des médias n'en ont strictement rien dit, comme si leur neutralité et leur fiabilité étaient indiscutables.

[New Knowledge](#) est une société de cybersécurité américaine prétendant lutter contre la désinformation. Elle a été fondée en 2015 par Jonathon Morgan, un ancien conseiller du département d'État, et Ryan Fox, qui a passé 15 ans à la NSA et fut analyste spécialisé dans les opérations militaires de cyberdéfense pour l'armée américaine. Des pedigrees si anecdotiques qu'il était assurément inutile d'en informer le public...

On peut lire sur le site de New Knowledge : « *Nous étions la première organisation à l'extérieur [hum...] de la communauté du renseignement des États-Unis à identifier la campagne russe visant à influencer l'élection présidentielle américaine.* » Rappelons qu'en dépit des innombrables affirmations du contraire martelées par les soutiens transnationaux de la va-t-en-guerre Hillary Clinton, le dossier du « Russiagate » est toujours dépourvu de preuves probantes : voir [cet article](#) d'Aaron Maté publié dans *Le Monde diplomatique* ou [celui-ci](#) de Glenn Greenwald dans *The Intercept* ; même [NBC News](#) commence à se résoudre à admettre l'amère réalité (pour les bouffeurs de Russkoffs).

S'il n'est nullement démontré que Moscou a manœuvré pour faire élire Donald Trump et *a fortiori* que celui-ci est « la marionnette de Vladimir Poutine » (au passage, chacun peut constater que la politique des États-Unis à l'égard de la Russie reste hostile...), il est par contre bel et bien établi que New Knowledge a participé à une authentique opération de manipulation de l'opinion, ce qui n'a quasiment pas été relaté dans les médias français. La société est en effet activement impliquée dans un plan complexe visant à favoriser le candidat démocrate – Douglas Jones – lors de l'élection sénatoriale en Alabama qui a eu lieu fin 2017. Ce « projet Birmingham » a été financé par un farouche partisan de Mme Clinton, le milliardaire Reid Hoffman, cofondateur de LinkedIn, *via* le consortium American Engagement Technologies (AET), à son insu déclarera-t-il une fois l'affaire révélée.

Un rapport interne de New Knowledge, que le [New York Times](#) s'est procuré, contient un aveu on ne peut plus clair : « *Nous avons orchestré une opération sophistiquée sous "faux drapeau" qui a instillé l'idée que la campagne de Moore [le candidat républicain] était intensifiée sur les médias sociaux par un réseau de bots russe.* » Comme le rapporte trop

discrètement [Le Monde](#) sur son site Internet, New Knowledge a procédé à « *la création de faux comptes Twitter d'apparence russe [qui] se sont abonnés au candidat républicain Roy Moore, ce qui a pu jeter le doute sur d'éventuels liens entre le candidat et la Russie.* »

On attend que les médias dominants donnent à ces éléments instructifs la même exposition qu'ils ont accordée à l'étude sur la prétendue ingérence russe dans le mouvement des Gilets jaunes.

Jonathon Morgan a par ailleurs admis que la société qu'il codirige « *a bien créé une fausse page Facebook diffusant des publications en faveur du candidat démocrate en Alabama, afin d'étudier la portée réelle d'une telle utilisation de Facebook.* » C'était donc une expérience... Voilà une bonne défense à soumettre à tous les bidouilleurs pris la main dans le sac. En tout cas Douglas Jones a remporté l'élection – le 12 décembre 2017 – avec un écart assez modeste : 50 % contre 48,3 % pour Roy Moore, qui était soutenu par Donald Trump. Et, comme le dit [Les Échos](#), « *Facebook a annoncé avoir supprimé les comptes de cinq personnes dont Jonathon Morgan pour usage "inauthentique" de la plate-forme.* » La Team Macron, Jean Quatremer et Caroline Fourest n'ont pas jugé pertinent de tweeter à ce sujet.

Passons à l'[Alliance for Securing Democracy](#), qui a produit la seconde étude médiatisée par Bloomberg. Il s'agit d'un lobby néoconservateur sauvagement anti-russe qui affirme bien sûr que Moscou s'ingère partout, manipule à l'envi et s'efforce de saper les mirifiques démocraties occidentales. Dépendant du German Marshall Fund, un *think tank* transatlantique, l'ASD se dit « bipartisane », et elle réunit en effet les interventionnistes les plus virulents des deux principaux partis états-uniens. Comme le montre bien [cet autre article](#) de Glenn Greenwald, on a ici affaire à une composante à part entière de l'appareil de sécurité nationale des États-Unis.

La composition du [comité consultatif](#) de l'Alliance for Securing Democracy est particulièrement édifiante : Michael Chertoff (secrétaire à la sécurité intérieure dans l'administration de George W. Bush), William Kristol (éditorialiste néoconservateur fanatique et défenseur zélé d'Israël), Michael Morell (ancien directeur par intérim de la CIA ayant prôné [publiquement](#) des assassinats punitifs de Russes et d'Iraniens), mais aussi les « démocrates » Michael McFaul (ambassadeur des États-Unis en Russie sous Obama), Jacob Sullivan (conseiller à la sécurité nationale du vice-président Joseph Biden et de la campagne Clinton), etc.

Les médias français auraient-ils dû informer sur la nature de l'ASD ? Poser la question c'est y répondre. Une telle négligence relève d'un aveuglement volontaire ; comme cette organisation dit exactement ce que les journalistes otanisés ont envie d'entendre – en gros et sans beaucoup caricaturer : « les Russes sont méchants » –, il devient inopportun de mentionner qu'il s'agit d'un lobby faucon dont la vocation est littéralement de combattre Vladimir Poutine en lui attribuant les pires desseins. En accordant du crédit à New Knowledge et à l'Alliance for Securing Democracy, les médias dominants alimentent cette paranoïa russophobe qui nous entraîne vers une nouvelle guerre froide encore plus irrationnelle et volatile que la première.

Par ailleurs, la méthodologie – en grande partie opaque – des deux études est risible : nombre de comptes observés, critères pour qu'ils soient considérés comme « liés à la Russie », etc. Lisons l'article de [France 24](#) déjà mentionné : « *Quant aux études qui accréditent la thèse de l'ingérence russe, comme celle du New Knowledge – “une jeune société qui n'a pas encore produit d'étude sérieuse sur le sujet”, estime Baptiste Robert – ou Alliance for securing democracy, elles partent avec un biais de départ : elles monitorent des comptes classés comme russophiles, analysent leurs données, et en concluent que les Russes s'engouffrent dans le mouvement des Gilets jaunes.* »

Puis la journaliste de France 24 cite Olivier Costa, politologue et directeur de recherche au CNRS : « *Compte tenu de l'importance de la mobilisation sur les réseaux sociaux autour des Gilets jaunes, les tentatives d'influence russe sur le mouvement constituent une goutte d'eau dans un océan* ». Un autre journalisme est possible au sein des médias dominants, la preuve : il existe déjà.

Même Nicolas Vanderbiest, bien connu des lecteurs de ce site, écrit sur son [blog](#) « *qu'en l'état des choses, il est impossible de prouver une ingérence russe sur base des indicateurs à notre disposition* ». Et, dans un article du [Journal du dimanche](#) publié le 16 décembre, on peut lire ceci : « *Selon un cadre des services de renseignement, la DGSE et la DGSJ n'ont pour le moment pas réussi à documenter une implication directe des services russes dans la diffusion de fausses informations ou de rumeurs complotistes dans le cadre du mouvement des Gilets jaunes.* » Il est également profitable de prendre connaissance de l'interview du spécialiste des stratégies de l'information François-Bernard Huyghe sur [Atlantico](#).

Par ailleurs, les articles du *Times* et de Bloomberg parlent surtout d'une influence sur la perception des Gilets jaunes dans le monde anglophone et non en France, ce que les médias hexagonaux n'ont pas toujours correctement signalé. De plus, il est question de Twitter alors que le mouvement repose bien davantage sur l'utilisation de Facebook. Bref, rien ne tient debout dans ce « scoop » conspirationniste relayé goulûment par la Macronie. Quand on veut porter des accusations sur l'ingérence d'une puissance étrangère, ou bien on présente des preuves solides, ou bien on se tait.

Notons qu'aucun média ou commentateur installé ne s'est interrogé sur la publication simultanée de deux articles concluant à une intoxication russe appuyés sur les travaux de deux entités d'orientation néoconservatrice liées aux services de renseignement et à l'appareil de sécurité nationale des États-Unis. Ils s'interdisent manifestement d'envisager l'hypothèse d'une ingérence américaine dans les affaires françaises. À moins qu'ils ne soient enclins à faire bon accueil à la manipulation de l'opinion publique quand celle-ci sert des objectifs qu'ils approuvent.

Mais, au fait, qu'en est-il des « vérifications » annoncées par les autorités il y a plus de deux mois ? *Le Parisien* vient d'interroger à ce sujet Nicolas Lerner, patron de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) : « *Où en est l'enquête sur la possible ingérence russe dans la crise des Gilets jaunes ?* » Voici sa (non-)réponse : « *Certains, en France ou depuis l'étranger, ont indéniablement intérêt à tenter de mettre en difficulté le gouvernement et le chef de l'État à l'occasion du mouvement en amplifiant les "fake news" [...] et en propageant des contre-vérités. De telles ingérences ne sont pas acceptables.* » Autrement dit : bredouille.

## **Fake news n° 8 : Le SMIC va augmenter de 100 euros en 2019**





– **Qui ?** : Emmanuel Macron (président de la République), puis l'ensemble de la macronsphère

– **Quand ?** : 10 décembre 2018

– **Quoi ?** : Sous la pression des Gilets jaunes et de l'ample soutien dont ils jouissent dans la population, Emmanuel Macron [annonce](#) à la télévision une série de mesures pour tenter d'éteindre la révolte. La plus marquante est formulée ainsi : « *Le salaire d'un travailleur au SMIC augmentera de 100 euros par mois dès 2019, sans qu'il en coûte un euro de plus pour l'employeur.* »

Dans sa foudroyante munificence, le locataire de l'Élysée octroie d'autres largesses : « *Pour [les retraités] qui touchent moins de 2 000 euros par mois, nous annulerons en 2019 la hausse de CSG subie cette année.* » Il procède également – comme Nicolas Sarkozy avant lui – à une défiscalisation des heures supplémentaires et fait appel au bon cœur des patrons : « *Je demanderai à tous les employeurs qui le peuvent de verser une prime de fin d'année à leurs employés.* »

Les troupes jupitériennes au grand complet claironnent ces éléments, notamment sur le SMIC et la CSG, et la plupart des médias en rendent compte en reprenant sans discernement les termes macroniens, du moins dans un premier temps. Le verbe dominant tonitrué son message de démobilisation : « *Gilets jaunes, le président a entendu votre colère et vous a donné satisfaction, maintenant dispersez-vous et tenez-vous tranquilles !* »

– **En fait** : La prétendue « augmentation du SMIC de 100 euros » est en fait un avancement des hausses successives de la prime d'activité qui étaient déjà décidées couplé à la revalorisation automatique obligatoire (et rachitique) du salaire minimum

effective le 1<sup>er</sup> janvier comme chaque année.

L'annonce présidentielle est une manipulation à plusieurs étages, on a ici affaire à un tour de bonimenteur professionnel. Il vaut la peine d'examiner en détail les différents aspects de l'escroquerie :

(1) la prime d'activité et le SMIC sont deux choses différentes, augmenter une prestation sociale (et en élargir l'assiette) ne saurait constituer une revalorisation du salaire minimum ;

(2) sur les 90 euros d'augmentation (dans le meilleur des cas) de la prime d'activité appliquée à partir du 5 février 2019, 80 euros étaient déjà prévus – avec des hausses successives étalées entre 2019 et 2021 –, le président ne fait donc qu'accélérer et compiler la mise en œuvre de mesures prises bien avant le mouvement des Gilets jaunes (et annoncées dans le [programme](#) du candidat Macron). En réalité, la prime d'activité augmente donc de... 10 euros ;

(3) tous les « bénéficiaires » du SMIC n'ont pas droit à la prime d'activité, l'éligibilité et le montant dépendent de la situation familiale et des ressources du ménage. Comme on peut le lire [ici](#), « *un salarié qui touche le Smic (ou un salaire proche du Smic) peut ne pas avoir droit à la prime d'activité si l'autre membre de son couple touche un salaire plus élevé que le sien* » (le plafond est par exemple à 1 787 euros nets par mois pour un célibataire sans enfant et de 3 754 euros pour un couple « biactif » avec deux enfants) ;

(4) l'obtention de la prime d'activité n'est pas automatique puisqu'il faut en faire la demande, environ 30 % des travailleurs éligibles ne le faisaient pas en 2018 ;

(5) la prime d'activité, contrairement au SMIC brut, n'est pas soumise aux cotisations sociales, elle n'a donc aucun impact sur le montant des retraites et de l'assurance-chômage ;

(6) la prime d'activité est payée avec l'argent public, c'est-à-dire par l'ensemble des Français, et non par les entreprises comme c'est le cas du SMIC ;

(7) la prime d'activité n'est pas un acquis ferme, à l'avenir elle pourrait être supprimée, amendée ou remplacée par une autre disposition moins « avantageuse » ;

(8) la revalorisation annuelle du SMIC est obligatoire légalement (pour prendre en compte l'inflation). L'augmentation au 1<sup>er</sup> janvier 2019 de 1,5 % du SMIC brut – qui passe à 1521,22 euros, soit une hausse de 22,75 euros – n'est donc en rien une concession aux Gilets jaunes (de plus, Édouard Philippe avait annoncé dans un premier temps qu'elle serait de 1,8 %) ;

(9) le Premier ministre avait annoncé antérieurement que le gouvernement n'accorderait pas de « coup de pouce » au SMIC en 2019. Compte tenu de l'ampleur du mouvement social, il aurait pu au moins être décidé de revenir sur cette décision. Cela n'a pas été le cas ;

(10) le coût des mesurette reposera sur le peuple et non sur les grandes fortunes, il se traduira notamment par davantage d'austérité et moins de services publics.

On le voit, parler d'une « augmentation du SMIC de 100 euros » est bien plus qu'un artifice de présentation, c'est une colossale fake news, aggravée par une volonté manifeste de duper les Français, notamment les Gilets jaunes et leurs soutiens. Emmanuel Macron et ses séides ont essayé de faire passer pour une mesure importante et généreuse une hausse de 10 euros (dix euros) de la prime d'activité. Ce genre de méthode révèle le degré de mépris que le pouvoir nourrit à l'égard des classes populaires, qui ne méritent aux yeux des « premiers de cordée » que d'être roulées dans la farine à l'infini.

Si une entreprise faisait une opération commerciale avec un niveau analogue de tromperie quant au produit vanté, elle serait poursuivie en justice.

En ce qui concerne l'annulation en 2019 de la hausse de CSG subie en 2018 pour les retraités qui touchent moins de 2 000 euros par mois, il est là aussi particulièrement malhonnête de la ripoliner en faveur puisqu'il ne s'agit que de suspendre temporairement une mesure (injuste) entrée en application le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Si on vous rend ce qu'on vous avait pris la veille, ce n'est pas une gracieuseté. De plus, avec le gel des pensions qui avait été voté moins d'un mois avant le début du mouvement des Gilets jaunes, les retraités concernés ne voient nullement leur situation s'améliorer. Quant à ceux qui touchent plus de 2 000 euros par mois, ils n'ont strictement rien obtenu.

Emmanuel Macron a une fois encore appliqué son principe cardinal : choyer les riches et

pressurer les pauvres (en essayant au passage de les endormir à la façon d'un charlatan de foire).

## Fake news n° 9 : Le mouvement des Gilets jaunes n'aurait pas existé sans BFM



Emmanuel Macron, Richard Ferrand (député LREM, président de l'Assemblée nationale), Team Macron

– **Quand ?** : 26 décembre 2018

– **Quoi ?** : L'édition du *Canard enchaîné* du 26 décembre rapporte des propos tenus par Emmanuel Macron à une date et dans un contexte non précisés (mais leur teneur n'a pas fait l'objet d'un démenti) : « *Dès le départ, BFM a été le principal organisateur des manifestations. À certains moments, des gilets jaunes y réclamaient ma destitution ou appelaient à l'insurrection, sans jamais être repris par les présentateurs. Il y avait une sorte de connivence malsaine.* »

Le palmipède reproduit ensuite des appréciations similaires formulées par Richard Ferrand : « *Lorsqu'il y a 50, 100 ou 200 types qui se regroupent à Montmartre avec un*

*gilet jaune, vous avez l'impression que toute la France est en ébullition parce que cela passe en continu sur BFM ! » La [Team Macron](#) se met bien sûr au diapason dans un tweet (le 29 décembre) : « Sans la couverture disproportionnée des chaînes d'infos, on aurait pas eu les #giletsjaunes. Mais pour eux BFM est l'ennemi... Allez comprendre. »*

L'assertion est de poids : le mouvement des Gilets jaunes n'aurait pas pu exister sans BFM-TV, ou du moins il n'aurait pas pu décoller. Et les manifestants sont si bêtes qu'au lieu d'exprimer de la gratitude, ils se montrent mécontents du traitement que leur réserve la chaîne d'info en continu.

– **En fait** : Où sont les études permettant d'affirmer que BFM a permis le phénomène des Gilets jaunes ? Inutile de les chercher, elles n'existent pas. C'est du gros doigt mouillé macroniste, de l'auto-intoxication carabinée. Il s'agit surtout d'une inversion de la cause (le mouvement social) et de la conséquence (son traitement médiatique) qu'aucun élément rationnel n'accrédite. Emmanuel Macron et sa cour produisent ainsi une énième explication acrobatique pour tenter d'occulter l'amère réalité (pour eux) : la personne et la politique du président font l'objet d'un rejet authentique et profond dans le peuple français.

Il est particulièrement raide de la part du pouvoir d'accuser BFM-TV alors que ce média a promu massivement Monsieur Pensez printemps avant (et après) son élection et a grandement contribué à la construction de sa *présidentialité*. Et dans ce cas il s'agissait bien de propagande médiatique éhontée car le « phénomène Macron » n'a pas précédé sa médiatisation, ce n'était pas un mouvement parti de la base comme celui des Gilets jaunes.

D'après *Le Canard enchaîné*, le président voudrait même punir BFM en avançant FranceinfoTV et LCI dans l'ordre des chaînes de la TNT... Ô ingratitude ! Céline Pigalle, directrice de la rédaction de BFM-TV, n'a manifestement pas l'habitude de se retrouver dans le collimateur du pouvoir (cf. [Le Parisien](#)) : « On nous critique comme si nous étions la cause de la colère. On n'a pas créé les Gilets jaunes. On ne peut pas reprocher à un messenger la teneur de son message ». À vrai dire, si, on le peut, quand le message ou la façon de le présenter n'est pas conforme à la réalité, mais on ne peut reprocher au messenger de rendre amplement compte du plus grand mouvement social depuis un demi-siècle en France.

Certains avaient incriminé les nouveaux algorithmes de Facebook d'avoir permis le développement des Gilets jaunes, Emmanuel Macron a trouvé la véritable cause première (qui ne saurait être la légitime colère du peuple français) : « *Dès le départ, BFM a été le principal organisateur des manifestations.* » On se demande pourquoi CNews, LCI et FranceinfoTV, qui elles aussi ont multiplié les [records d'audience](#) avec la couverture du mouvement, ne semblent pas concernées par la fureur jupitérienne. Mais peut-être ne faut-il plus chercher une quelconque logique dans les élucubrations du forcené de l'Élysée.

Un peu plus d'un mois après, la fine analyse d'Emmanuel Macron avait évolué, voici les propos que [Le Point](#) a rapportés le 1<sup>er</sup> février (attention, cet entretien est un festival de conspirationnisme et de déclarations à l'emporte-pièce) : « *Les gens qui sont surinvestis sur les réseaux sont les deux extrêmes. Et après, ce sont des gens qui achètent des comptes, qui trollent. C'est Russia Today [qui s'appelle RT depuis dix ans], Spoutnik [sic], etc. Regardez, à partir de décembre, les mouvements sur Internet, ce n'est plus BFM qui est en tête, c'est Russia Today.* » Ah, donc maintenant le penseur complexe en chef déplore le fait que l'impact de BFM diminue... Et cette confusion mentale provient du cerveau d'un fat qui réclame « *une hiérarchie des paroles* » et une forte verticalité de la « *légitimité* ». Prière de rire.

## **Fake news n° 10 : Des Gilets jaunes ont mis le feu à des voitures devant les locaux du *Parisien* et des *Échos***

– **Qui ?** : Richard Ferrand, Hugues Renson (député LREM, vice-président de l'Assemblée nationale), Olivia Grégoire (députée LREM), Cédric Villani (député LREM), Jean François Mbaye (député LREM), Anne-Christine Lang (députée LREM)

– **Quand ?** : 29 décembre 2018



**Richard Ferrand** ✓  
@RichardFerrand

Follow



S'attaquer à la presse procède de la haine des libertés. À quand des autodafés ?  
Condamnation totale de ces actes criminels.  
[twitter.com/catherinegaste](https://twitter.com/catherinegaste) ...



– **Quoi ?** : Dans la soirée, alors que se déroulait l’acte VII du mouvement des Gilets jaunes, huit voitures ont brûlé dans le 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris devant le siège du groupe Les Échos-Le Parisien, propriété de LVMH, c’est-à-dire de Bernard Arnault (1<sup>re</sup> fortune française). Le bâtiment n’a pas été atteint mais comme des Gilets jaunes s’étaient rassemblés dans la journée devant les sièges de BFM-TV, Europe 1, France Télévisions et Radio France – situés dans le même quartier – pour protester contre le traitement médiatique de la mobilisation, très rapidement des personnalités politiques et médiatiques les accusent de façon plus ou moins explicite d’être à l’origine de l’incendie.

Les tweets fusent, particulièrement en provenance de la Macronie. [Richard Ferrand](#), président de l’Assemblée nationale et twitto indigné : « *S’attaquer à la presse procède de la haine des libertés. À quand des autodafés ? Condamnation totale de ces actes criminels.* » [Hugues Renson](#), vice-président du Palais-Bourbon : « *Aujourd’hui, ce qui reste de radicalisés se sont mobilisés, non pas pour des convictions, mais pour s’en prendre à la presse de notre pays [...] Pitoyable, médiocre et tellement significatif d’une dérive visant à saper notre démocratie* ».

Au moins quatre députés LREM abondent dans le même sens. [Olivia Grégoire](#) : « *Soutien total aux rédactions @LesEchos @le\_Parisien attaqués [sic] aujourd’hui [...] Quelle triste journée encore à Paris. Le drapeau européen du siège de Radio France retiré par qq gilets jaunes enragés. A quoi ça nous mène tous ?* » [Cédric Villani](#) : « *Le Parisien libéré, journal fondé par trois résistants, est victime ce soir d’un incendie après une journée émaillée de slogans “journalistes collabos”.* » [Jean François Mbaye](#) (tweet effacé) : « *S’en prendre aux médias et à la presse de notre pays, c’est bâillonner notre propre liberté d’expression.* » [Anne-Christine Lang](#) (tweet effacé) : « *Je ne sais pas si ces gens se rendent compte de ce qu’ils font. Tout mon soutien au @le\_Parisien et condamnation totale de ces actes inadmissibles. Il est grand temps que cesse toute complaisance envers les #Giletsjaunes* ».

Bien sûr, le subtil [Jean Quatremer](#) devait intervenir : « *Un mouvement de beaux poujadistes et factieux, comme je le répète depuis un mois. On est au cœur maintenant* ». Tout comme [Raphaël Glucksmann](#), le « sauveur de la gauche » gonflé à l'hélium médiatique : « *Après le blocage de la diffusion de Ouest France, les voitures incendiées devant les locaux du Parisien : qui s'attaque à la liberté de la presse s'en prend à la démocratie. Prendre les journalistes pour cible est devenu une (sale) habitude. Soutien total aux rédactions visées.* »

Bref, les Gilets jaunes sont des criminels, des terroristes, ils veulent faire taire, voire brûler vive notre presse héroïque. Les autodafés ne sont pas loin. Revoilà le registre des séditieux d'ultradroite, de la peste brune, etc. On s'interroge : Bernard-Henri Lévy serait-il le *community manager* de tous ces comptes Twitter ?...

– **En fait** : La réalité n'est pas à la hauteur du récit concocté par les importants qui gazouillent plus vite que leur cyber-ombre. Une voiture en stationnement devant le bâtiment qui héberge le groupe Les Échos-Le Parisien s'est enflammée vers 19 h à cause d'une défaillance technique, son propriétaire a essayé en vain d'éteindre l'incendie lui-même avant de se mettre à l'abri. Le feu s'est propagé à sept véhicules à proximité. Il a été maîtrisé par les pompiers vers 20 h. Les Gilets jaunes n'ont donc strictement rien à voir avec cet accident. Déception dans les rangs macronistes et chez les éditocrates fluophobes...

Les dominants se sont octroyés un permis de calomnier et de salir à volonté les Gilets jaunes, une façon commode de vomir par métonymie sur les « basses classes » – qu'ils craignent – sans avoir à l'assumer. Ils ne présentent jamais d'excuses et publient même rarement des correctifs après avoir propagé une fausse information sur le mouvement. Richard Ferrand, qui a [la fake news dans la peau](#), devrait être banni de Twitter pendant quelques mois le temps de traiter son addiction à l'erreur et à l'outrance. Il pourrait même faire lui-même la démarche auprès du réseau social tel le joueur compulsif demandant au casino de ne plus l'accepter.

## **Fake news n° 11 : L'Italie finance les casseurs qui agissent lors des manifestations des Gilets jaunes**





– **Qui ?** : Marlène Schiappa (secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes)

– **Quand ?** : 10 janvier 2019

– **Quoi ?** : Après avoir dit sur [BFM-TV](#) le 8 janvier que la cagnotte de soutien à Christophe Dettinger était « *honteuse* » et exprimé le souhait de savoir « *qui finance, qui soutient, qui est complice de ces violences graves* » (cf. [cet autre extrait](#)), Marlène Schiappa est interrogée à ce sujet par Nicolas Demorand et Léa Salamé dans le « Grand entretien » sur [France Inter](#).

Alors que la plateforme Leetchi a fermé sur pression politique la cagnotte moins de 48 heures après son lancement – la récolte atteignait 130 000 euros –, la secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes renouvelle sa demande que l'identité des donateurs soit révélée aux autorités : « *Qui a donné ? Et, par exemple, le fait de savoir si oui ou non, il y a des puissances étrangères qui financent les casseurs et les violences urbaines dans Paris, c'est intéressant, notamment eu égard aux positions de certains responsables italiens.* »

Elle fait ici allusion au soutien public que les deux vice-Premiers ministres italiens, Luigi Di Maio, dirigeant du Mouvement 5 Étoiles, et Matteo Salvini, leader de la Ligue, ont exprimé à l'égard des Gilets jaunes.

– **En fait** : Marlène Schiappa n'a pas le début du commencement de la moindre preuve concernant une participation de Rome à la cagnotte mais se permet néanmoins de faire de lourdes insinuations. C'est une attitude typiquement conspirationniste. Moins on a d'éléments factuels à avancer, plus il faut que les sous-entendus soient fracassants. On remarque que cela ne semble pas déranger Nicolas Demorand et Léa Salamé, qui n'ont demandé à Mme Schiappa aucun éclaircissement. Le complotisme autorisé n'a pas de comptes à rendre et il est dispensé de rationalité.

Suggérer que l'Italie pourrait financer « *les casseurs et les violences urbaines dans Paris* » en contribuant à une cagnotte en ligne destinée à payer les frais de justice de Christophe Dettinger est à la fois outrecuidant et inconséquent au moment où le pouvoir français appuie ouvertement une tentative de coup d'État au Venezuela. Le deux poids, deux mesures et l'hypocrisie sont plus que des pratiques occasionnelles pour la Macronie, il s'agit d'un credo.

À propos de Christophe Dettinger, rappelons ces paroles mémorables de l'ancien disciple de Paul Ricœur ([source](#)) : « *Le boxeur, la vidéo qu'il fait avant de se rendre, il a été briefé par un avocat d'extrême gauche. Ça se voit ! Le type, il n'a pas les mots d'un Gitan. Il n'a pas les mots d'un boxeur gitan.* » Les bonnes âmes médiatiques n'y ont vu aucune trace de conspirationnisme ou de racisme.

## **Fake news n° 12 : Les forces de l'ordre ne sont responsables d'aucun mort pendant le mouvement des Gilets jaunes**

– **Qui ?** : Emmanuel Macron

– **Quand ?** : 28 janvier 2019





– **Quoi ?** : Lors d'une conférence de presse au Caire avec son homologue Abdel Fattah Al-Sissi, Emmanuel Macron est interrogé par un journaliste égyptien sur le respect des droits humains en France par temps de Gilets jaunes. Dans [sa réponse](#), le président déclare : *« je déplore que onze de nos concitoyens français aient perdu la vie durant cette crise. Je note qu'ils ont tous perdu la vie, bien souvent en raison de la bêtise humaine [on note ici un gros effort d'empathie], mais que aucun d'entre eux, aucun, n'a été la victime des forces de l'ordre. Aucun [notons les trois occurrences d'« aucun »]. Je le dis bien parce que compte tenu de la nature de cette crise, de ce que la France vit depuis plusieurs semaines, c'est inédit. Et je veux ici rendre hommage au professionnalisme des forces de l'ordre dans ce contexte. »*

Pour prendre la juste mesure de ce « professionnalisme », consulter par exemple le site du collectif contre les violences d'État [Désarmons-les !](#) et le compte Twitter du journaliste [David Dufresne](#). On note d'ailleurs qu'Emmanuel Macron, à cette occasion comme à toutes les autres, n'a pas eu un mot pour les centaines de blessés graves, les mutilés à vie (vingt yeux et cinq mains en moins...).

– **En fait** : Le travail détaillé de [CheckNews](#) sur le site de *Libération* expose les circonstances des différents accidents mortels qui ont eu lieu au cours du mouvement des Gilets jaunes. Le journaliste de cette utile rubrique de *fact-checking* corrige le président en montrant qu'il n'y a pas que des citoyens français parmi les victimes ; il mentionne un Belge mort dans un accident de voiture mais se trompe en attribuant la nationalité française à une autre personne décédée, celle-là même qui fait que la déclaration du locataire de l'Élysée contient une fausse nouvelle particulièrement révoltante.

Marseille, rue des Feuillants, près de la Canebière. Samedi 1<sup>er</sup> décembre, vers 17 h 30.

Zineb Redouane, une Algérienne de 80 ans (avec le statut de résidente), est chez elle, son appartement se situant au quatrième étage. En bas de son immeuble, les « forces de l'ordre » répriment violemment une manifestation qui rassemble Gilets jaunes, CGT et [Collectif du 5 novembre](#). Comme d'habitude, le gaz lacrymogène est répandu en abondance, à tel point que Mme Redouane décide de fermer les volets pour se protéger de la fumée. À peine apparaît-elle à la fenêtre qu'elle reçoit une grenade lacrymogène en plein visage.

Le procureur de la République de Marseille, Xavier Tarabeux, confirmera plus tard (voir l'article de [La Provence](#) – classé dans la rubrique « Faits divers-Justice »...) : « *On a retrouvé chez elle des plots de grenades* ». Contactée par [CheckNews](#), la préfecture déclarera que « *la grenade en cause est une lacrymogène MP7, qui libère après explosion sept capsules actives de 10 grammes de gaz* ».

Voici ce que dit Nadja, une voisine qui a été la première à entrer dans l'appartement de Mme Redouane (témoignage recueilli par [Libération](#)) : « *Quand je suis arrivée, elle sortait de la salle de bains une serviette en sang sur la mâchoire. Elle criait : "Ils m'ont visée, ils m'ont visée !" L'appartement était rempli d'une fumée noire. Elle m'a raconté que deux policiers en tenue se trouvaient sur le trottoir d'en face de la Canebière et lui ont tiré dessus.* » Adla, une autre voisine venue voir ce qui se passait, déclare pour sa part : « *Le sang coulait beaucoup, elle était blessée au visage* ».

Mme Redouane a pu parler à deux de ses enfants au téléphone, Milfet et Sami. Selon [la première](#), sa mère lui a dit : « *il m'a visée, un policier m'a visée* ». Et [le second](#) confirme : « *ma mère en refermant les volets de sa fenêtre pour éviter les fumées, a croisé le regard d'un CRS positionné en face de son immeuble. Celui-ci l'a immédiatement mise en joue et a tiré une grenade avec son fusil, il l'a atteinte en plein visage.* »

Mme Redouane sera ensuite emmenée consciente à l'hôpital par les pompiers. Le lendemain, il est décidé qu'elle doit subir une intervention chirurgicale à la mâchoire. Elle décède après trois heures d'opération. D'après le procureur de la République de Marseille (cf. [Franceinfo](#)), elle est morte « *d'un choc opératoire* », c'est-à-dire d'« *un arrêt cardiaque sur la table d'opération* ».

Le pouvoir peut bien invoqué son âge, une « santé fragile », mais un facteur ne saurait être relativisé ou écarté : l'opération fatale a eu lieu uniquement parce que Zineb

Redouane a reçu une grenade lacrymogène en plein visage. Et donc, contrairement à ce qu'affirme avec assurance Emmanuel Macron, les forces de l'ordre sont bien responsables de la mort d'une personne dans le cadre du mouvement des Gilets jaunes. Les différents maillons de la chaîne hiérarchique en répondront-ils un jour ? On pense notamment au ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, qui [ment](#) comme un arracheur d'yeux.

## Il y a quelque chose de pourri au royaume de l'anti-conspirationisme officiel

Synthétisons les délires macronistes à propos des Gilets jaunes : il s'agit d'un mouvement de factieux néonazis incendiaires dont le mouvement est orchestré en sous-main par Stephen (dit Steve) Bannon, Vladimir Poutine et le gouvernement italien. La pensée complexe, ça décoiffe. Précisons de nouveau que notre examen n'est pas exhaustif, nous n'avons pas traité par exemple des immondes accusations d'antisémitisme répandues sur l'ensemble des Gilets jaunes à l'occasion de « l'affaire Finkielkraut ».

Entendons-nous bien. Il est indéniable que des infox et des théories du complot ont circulé dans certains cercles jaune fluo, mais encore faudrait-il en établir clairement l'ampleur et la gravité, et expliquer en quoi cela devrait affecter tant soit peu la légitimité des revendications politiques, sociales et économiques du mouvement. En effet, même si absolument tous les Gilets jaunes étaient conspirationnistes, on ne voit pas quelle serait l'implication quant à la contestation de la répartition très inégalitaire des richesses, de l'austérité à perte de vue ou de la destruction des services publics.

Les médias dominants ont maintes fois condamné les Gilets jaunes pour les fausses informations diffusées sur les réseaux sociaux, ils en ont proposé des compilations (quelques exemples : [BFM-TV](#), [France Inter](#), [Le Parisien](#), [TF1](#), [CNews](#), [RTL](#)), en occultant presque systématiquement leurs pendants macronistes. Pourtant, si on prétend s'intéresser avec honnêteté et rigueur aux phénomènes des fake news et du conspirationnisme – qui ne sont pas récents –, il convient de se pencher aussi et peut-être même en priorité à l'abondante production du pouvoir.

Certes il n'est pas raisonnable d'affirmer que la tuerie de Strasbourg du 11 décembre est l'œuvre des services de renseignement français, mais est-il moins grave et irrationnel d'asséner *ad nauseam* que Moscou s'ingère partout, multiplie les manipulations

sournoises et représente une terrible menace pour l'Occident ? De même, les théories alternatives sur le 11 Septembre n'ont fait aucune victime, on ne peut pas en dire autant de l'assertion selon laquelle Saddam Hussein possédait des armes de destruction massive... On souhaiterait que les chasseurs de « conspiris » et autres fact-checkeurs patentés fassent preuve d'un plus grand discernement et surtout s'abstiennent de pratiquer un deux poids, deux mesures favorable aux puissants.

[Conspiracy Watch](#), le vaisseau amiral de l'anti-conspirationnisme officiel en France, a abondamment publié sur les fake news et théories du complot circulant parmi les Gilets jaunes (voir [l'analyse](#) publiée ici de l'étude menée avec la bien mal nommée Fondation Jean-Jaurès), participant activement à l'entreprise de dénigrement du mouvement. Mais « *L'Observatoire du conspirationnisme* » – le seul, le bon, donc... – n'a consacré aucun article aux douze cas d'origine macroniste que nous avons examinés. Aucun. Il suffit de voir ce que donne [une requête](#) « gilets jaunes » dans le moteur de recherche interne du site. Manifestement les infox et le complotisme indiffèrent Rudy Reichstadt (le fondateur et principal auteur de Conspiracy Watch) lorsqu'ils viennent du pouvoir.

Les « oublis » de ce soi-disant observatoire en disent long sur l'état d'esprit de l'initiative, dont l'arrière-pensée politique prend de beaucoup le pas sur les prétentions scientifiques. M. Reichstadt bénéficie d'une promotion institutionnelle et médiatique considérable (cf. l'article du [Monde diplomatique](#) qui lui est consacré). Son combat étant fort utile à l'establishment, une telle officialisation n'est pas surprenante.

Il est par contre regrettable qu'une partie du milieu rationaliste français (défenseurs de la méthode scientifique, zététiciens et autres débunkers) ait adoubé Rudy Reichstadt, par exemple en lui permettant de figurer parmi les auteurs d'un ouvrage collectif – coordonné notamment par l'excellent Nicolas Gauvrit – intitulé *Des têtes bien faites : défense de l'esprit critique* (PUF, 2019). Le sociologue Gérard Bronner, qui a assuré la direction scientifique de ce livre et se trouve également parmi les contributeurs, considère que Conspiracy Watch est « *indispensable* » (sur sa [page Facebook](#), le 10 décembre 2018). Indispensable à qui exactement ? est-on tenté de demander.

On attend avec impatience des études sur la perméabilité de la petite et grande bourgeoisies à certaines théories du complot (en particulier sur la Russie), la spécificité de leurs biais intellectuels et la faible dilection des « classes éduquées » à l'égard de la démocratie. À ce sujet, on a pu constater que les médias dominants se sont abstenus de

rendre compte d'une étude importante exposée dans le [New York Times](#) le 23 mai 2018 : « Les centristes sont les plus hostiles à la démocratie, pas les extrémistes » (voir la traduction proposée par [Les Crises](#)). Difficile de ne pas reconnaître le macronisme sous les traits de ce « centrisme totalitaire ».

La haine du peuple et de la démocratie qui s'exprime dans la réaction des élites au mouvement des Gilets jaunes est symptomatique. Celui-ci est aussi un utile révélateur, il fait sortir du bois les principaux adversaires des « basses classes » – ou du moins leurs porte-parole –, c'est-à-dire de la souveraineté populaire. On perçoit mieux où se situent les diverses troupes qui luttent contre le progrès social et politique. Le discours sur les fake news et le conspirationnisme témoigne rarement d'un réel souci de la vérité, c'est avant tout une façon de discréditer et salir les dominés pour neutraliser leur colère, leurs aspirations. Nous pensons l'avoir montré en mettant en évidence, à travers l'examen de douze exemples, l'occultation quasi totale des turpitudes intellectuelles et morales du pouvoir.

Pour sortir de la « post-vérité », il faut commencer par en finir avec le verbe trompeur des possédants.

**Laurent Dauré, pour le site [Les-Crises.fr](#)**

Nous vous proposons cet article afin d'élargir votre champ de réflexion. Cela ne signifie pas forcément que nous approuvons la vision développée ici. Dans tous les cas, notre responsabilité s'arrête aux propos que nous reportons ici. [\[Lire plus\]](#)